

Contribution pour le 36^{ème} Congrès

QUELQUES REPÈRES SAILLANTS

L'objet de cette contribution est de cerner quelques éléments clefs de l'orientation et de la pratique politique de notre Parti qui sont marqués par de fortes incohérences et/ou contradictions.

- **STATUTS.**

Mettre en œuvre le principe « chacun-e compte pour un-e » dans un parti où les adhérent—e-s sont souverain-e-s, et mettre fin à la centralisation sur les exécutifs et notamment le-la secrétaire respectif :

- permettre à chaque communiste de se présenter à une instance sans appartenir à une liste (écurie?), et laisser les délégué-e-s aux congrès respectifs élire les dirigeant-e-s hors de la logique de tendances, en modifiant l'article 12.4.

- affirmer le rôle de direction des instances délibératives à chaque niveau, et leur attribuer la responsabilité pleine et entière de l'élection des exécutifs, y compris le-la secrétaire ; un simple changement le secrétaire national ne doit pas nous obliger, comme en 2010, à réunir un Congrès National à cette seule fin !

- affirmer le caractère militant et collectif de l'organisation : les dérives claniques et de baronnies dans les autres formations politiques confirment qu'il est très important de favoriser la rotation des responsabilités dans les directions des différentes instances en limitant le nombre de mandats et la durée totale exercés par un-e même adhérent-e.

Respecter les choix politiques collectifs : mentionner explicitement l'obligation pour chaque instance de mettre en œuvre l'orientation votée au Congrès national jusqu'au congrès suivant.

Respecter les droits des adhérent-e-s :

- le zones de vie et d'emplois ayant sensiblement évolués au fil des décennies, il est nécessaire de revisiter la manière où les communistes exercent leur souveraineté et les et les structures adaptées au combat politique dans le contexte de décentralisation et d'intercommunalité. Une grand ville , une agglomération, ne peuvent se passer de structure te coordination de cohésion du combat des communistes.
- Les règles statutaires doivent s'imposer sur tout le territoire : le ressort territorial notamment, doit être défini de manière à convenir partout . Il en va du caractère démocratique de notre fonctionnement.

- **L'HUMANITE.**

Le combat de classe pour la transformation sociale a besoin d'outils pour porter le combat des idées : l'existence d'un journal, comme l'HUMA, est indispensable. Si ce médium est perçu dans la société comme l'organe d'un parti, son importance dans le combat idéologique est forcément quasi-limité à la sphère d'influence du parti.

L'autonomie de l'HUMA par rapport au PCF a été proclamée et mise en œuvre d'une certaine manière depuis plusieurs années, et il faut donc sortir de la contradiction entre cette affirmation et le fait que le journal est toujours officiellement l'organe du PCF : la fête

de l'HUMA à la Courneuve (et les fêtes départementales du parti) est la rentrée politique du PCF sans aucune hésitation ; par ailleurs le bulletin interne officiel du PCF (CommunisteS) est encarté dans le journal (un comble : le PCF est quasiment la seule organisation qui ne diffuse pas de publication à chaque adhérent-e- !) ; enfin les statuts du PCF comportent un chapitre (le VIII) sur l'HUMANITE qui explicite notamment les liens de subordination du journal par rapport au Parti. Résultat : l'HUMA ne mène le combat que sur le thème du PCF, et déserte, par exemple, le champ de la démocratie et du contenu d'une VI^{ème} République.

Actuellement si l'HUMA n'était pas adossée au PCF il y a de fortes chances qu'elle ait disparue ; et d'un autre côté ce qui reste du rayonnement du PCF repose en partie sur le combat des idées produit par l'HUMA. Il y a donc urgence à engager avec sérieux un débat approfondi dans le parti et avec les gens à gauche partisans de la transformation sociale, pour trouver les moyens (politiques, financiers...) pour se doter d'une HUMA (base d'un autre journal ?) autonome, non liée à un exécutif national de parti et réellement à ses lecteurs (autrement que financièrement).

- **DEMOCRATIE POLITIQUE & SOCIALE.**

Les luttes batailles politiques, parfois d'une puissance étonnante comme en 2005 en France sur le TCE, mais aussi en ce moment les mobilisations sociales en Europe, portent de plus en plus clairement l'aspiration à une société où la voix des populations soit prise en compte et oriente les choix politiques. Et pourtant les comportements des électeurs en France sont très fortement marqués par (et même prisonniers de) la logique de la V^{ème} République (présidentialisme à outrance, bipartisme). Le FN tire d'ailleurs une partie de son poids de sa posture « anti-système ».

Il n'en reste pas moins qu'en dehors de rares prises de position qui restent en réalité purement formelles (34^{ème} Congrès, pages 19-20, partie A « Démocratie et intervention citoyenne » ; chapitre 6 du programme 2012 du Front de gauche « Convoquer l'assemblée constituante de la VI^{ème} République), dans notre propre parti aucun débat ni travail collectif n'est impulsé et organisé sur ce thème, alors que nous avons largement de la matière à réflexions et confrontations constructives à partir des expériences variées de démocratie participative concrétisées depuis une quinzaine d'années par les communistes élu-e-s dans diverses institutions (communes, agglomérations, circonscriptions). Ces démarches restent étrangères à l'organisation politique et demeure le fardeau des élu-e-s.

A l'opposé des pratiques des défenseurs du libéralisme qui décident de façon concertée et systématisée au niveau européen en se passant de la consultation des peuples et leurs représentant-e-s élu-e-s, la lutte pour une alternative au capitalisme passe indissociablement par des propositions économiques, sociales, et les moyens politiques de les faire aboutir, au rang desquelles une logique et des institutions qui soient pleinement démocratiques et fassent qu'en dernier ressort ce soit la voie du peuple qui s'impose.

En conséquence nous avons comme impératif de mettre en permanence dans notre pratique militante les réflexions, propositions concrètes et actions sur le thème de la VI^{ème} République.

- **INTERNATIONALISME.**

A la différence, voire à l'opposé, des affirmations de « Refonder l'Europe te changer le monde » (34^{ème} Congrès, page 21, partie B 3) et de «Cet effort [qui vise] également à favoriser l'intervention politique des militants à l'échelle européenne et mondiale »,

notamment dans le cadre des activités du Parti de la gauche européenne ... » (34^{ème} Congrès, page 24, « Avenir du PCF »,) il reste à créer les conditions pour que les actions internationales et notamment en régions transfrontalières ne soient plus le domaine réservé de quelques exécutifs du parti, et que le plus grand nombre de camarades puissent s'appropriier concrètement ce terrain de lutte politique.

Pierre ALEXANDRE
Section Toulouse Quartiers Nord